

## notice à l'attention du demandeur

Madame, Monsieur,

Vous pouvez bénéficier de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, si vous êtes dans l'un des cas suivants, **sous réserve que vous cessiez toute activité professionnelle et que vous ne soyez pas déjà titulaire d'un avantage personnel de vieillesse servi par un régime obligatoire, sauf s'il est servi par un régime spécial** :

### 1<sup>er</sup> cas : salariés et anciens salariés reconnus atteints d'une maladie professionnelle

#### conditions d'ouverture de droits :

- vous êtes **reconnu(e) atteint(e)** au titre du régime général de sécurité sociale d'une **maladie professionnelle provoquée par l'amiante**, soit figurant au tableau 30 ou au tableau 30 bis des maladies professionnelles, soit sur avis du Comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles,

et

- vous avez **au moins 50 ans**.

#### formalités à accomplir :

- complétez le formulaire S 6115
- joignez les pièces suivantes :
  - notification de reconnaissance de maladie professionnelle qui vous a été adressée par la caisse primaire d'assurance maladie,
  - justificatif d'état civil : livret de famille, carte nationale d'identité, passeport, titres de séjour (ou leur photocopie lisible), extrait d'acte de naissance (notamment si vous résidez à l'étranger),
  - attestation papier accompagnant votre carte Vitale,
  - bulletins de paie des 12 derniers mois d'activité salariée ou, en cas d'activité salariée discontinuée, bulletins de paie couvrant les 365 derniers jours d'activité salariée (pour éviter une éventuelle demande complémentaire, vous pouvez nous adresser dès maintenant ceux des 18 derniers mois d'activité salariée).
- adressez le dossier complet à la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) de votre lieu de résidence (1) ou, si vous résidez à l'étranger, à la CRAM de votre dernier lieu de travail en France.

### 2<sup>ème</sup> cas : salariés et anciens salariés des activités de construction et réparation navales

#### conditions d'ouverture de droits :

- vous travaillez ou avez travaillé dans un ou plusieurs des établissements de construction et réparation navales figurant sur la liste établie par arrêtés interministériels, pendant la période retenue par les mêmes textes,

et

- vous y exercez (ou y avez exercé) un métier figurant, par secteur, sur la liste établie par arrêtés interministériels,

et

- vous avez atteint l'âge pour bénéficier de cette allocation, calculé comme suit : le tiers de la durée du travail effectué dans le (ou les) établissement(s) susvisé(s) est soustrait de 60 ans (exemple : durée du travail effectué dans un (ou des) établissement(s) susvisé(s) = 15 ans.  $60 \text{ ans} - 15 \text{ ans} / 3 = 55 \text{ ans}$ . Possibilité de bénéficier de l'allocation à partir de 55 ans). Cet âge ne peut être inférieur à 50 ans.

#### formalités à accomplir :

- complétez le formulaire S 6114
- joignez les pièces suivantes :
  - documents permettant de justifier du métier exercé dans la construction et la réparation navales :
    - certificats de travail ou attestations établis par vos employeurs,
    - ou bulletins de paie concernant ces mêmes périodes,
    - ou à défaut, témoignage écrit,
  - justificatif d'état civil : livret de famille, carte nationale d'identité, passeport, titres de séjour (ou leur photocopie lisible), extrait d'acte de naissance (notamment si vous résidez à l'étranger),
  - attestation papier accompagnant votre carte Vitale,
  - bulletins de paie des 12 derniers mois d'activité salariée ou, en cas d'activité salariée discontinuée, bulletins de paie couvrant les 365 derniers jours d'activité salariée (pour éviter une éventuelle demande complémentaire, vous pouvez nous adresser dès maintenant ceux des 18 derniers mois d'activité salariée).
- adressez le dossier complet à la caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) de votre lieu de résidence (1) ou, si vous résidez à l'étranger, à la CRAM de votre dernier lieu de travail en France.

(1) A la caisse générale de sécurité sociale (CGSS) pour les personnes résidant dans un département d'Outre-Mer

## **important**

- **Nous vous conseillons de nous transmettre votre demande d'allocation dans les meilleurs délais, la date de dépôt de cette demande pouvant conditionner le point de départ de l'allocation.**
- **Il conviendra de nous faire parvenir vos pièces justificatives originales ou, à défaut, des photocopies lisibles.**

## **attention**

- **Le bénéfice de cette allocation ne peut se cumuler :**
  - **ni avec le revenu d'une activité professionnelle salariée ou non salariée,**
  - **ni avec l'un des revenus ou allocations mentionnés à l'article L 131-2 du code de la sécurité sociale (revenus de remplacement, indemnités ou allocations de chômage),**
  - **ni avec un avantage personnel de vieillesse servi par un régime obligatoire, sauf s'il est servi par un régime spécial,**
  - **ni avec une allocation de préretraite ou de cessation anticipée d'activité.**
- **Une allocation différentielle peut être versée en complément :**
  - **d'une pension d'invalidité,**
  - **d'un avantage de réversion,**
  - **d'un avantage personnel de vieillesse s'il est servi par un régime spécial.**
- **Le versement de l'allocation est maintenu en cas de départ du bénéficiaire hors du territoire français ou de son installation dans un État étranger.**
- **Le versement de cette allocation cesse lorsque le bénéficiaire remplit les conditions requises pour bénéficier d'une pension de vieillesse au taux plein, telle que définie aux articles L 351-1 et L 351-8 du code de la sécurité sociale (conditions d'âge ou de trimestres d'assurance validés).**



n° 11689\*02

# demande d'allocation des travailleurs de l'amiante salariés et anciens salariés de la construction et réparation navales

A adresser à la  
Caisse régionale  
d'assurance maladie

loi 98-1194 du 23.12.98 (article 41 modifié)

## votre identité

<input type="checkbox"/> madame		<input type="checkbox"/> mademoiselle		<input type="checkbox"/> monsieur	
nom (de naissance suivi, s'il y a lieu, du nom d'époux(se))					
prénoms			date de naissance		
numéro d'immatriculation					
adresse					
code postal		commune			

## votre activité pouvant ouvrir droit à l'allocation des travailleurs de l'amiante (compléter si nécessaire sur papier libre)

indiquez les nom et prénom ou dénomination sociale, adresse du (ou des) établissement(s) de construction et réparation navales, les périodes pendant lesquelles vous y avez été salarié(e), ainsi que le(s) métier(s) que vous y avez exercé(s).

nom		période de travail			
adresse(1)					
métiers		secteur : travaux de coque <input type="checkbox"/>		du	
		travaux de bord <input type="checkbox"/>		au	
		travaux d'atelier <input type="checkbox"/>			

(1) précisez ci-contre, si, à votre connaissance, cet établissement a fait l'objet d'une reconversion ou d'une fermeture définitive :

nom					
adresse(2)					
métiers		secteur : travaux de coque <input type="checkbox"/>		du	
		travaux de bord <input type="checkbox"/>		au	
		travaux d'atelier <input type="checkbox"/>			

(2) précisez ci-contre, si, à votre connaissance, cet établissement a fait l'objet d'une reconversion ou d'une fermeture définitive :

## votre situation professionnelle

### • votre situation actuelle

- vous êtes salarié(e)  date d'embauche

nom de votre employeur :

adresse :

code postal commune

- vous êtes non salarié(e)  précisez votre situation :

- vous exercez une activité professionnelle complémentaire, salariée ou non, vous procurant un revenu :  
non  oui  laquelle :

- vous n'avez pas 12 mois d'ancienneté, complétez la rubrique "votre activité antérieure"

- vous n'avez pas actuellement d'activité salariée, complétez la rubrique "votre activité antérieure"

à titre indicatif, précisez la date prévue pour votre cessation d'activité (facultatif)

### • votre activité antérieure

dans quelle(s) entreprise(s) avez-vous précédemment travaillé ?

nom	adresse de l'établissement	période de travail	
		du	
		au	
		du	
		au	
		du	
		au	

### • votre dernier régime de retraite complémentaire

AGIRC  ARRCO  IRCANTEC  autre régime  précisez lequel :

## autres renseignements

vous percevez, ou avez déposé une demande d'attribution d'une autre allocation ou pension (ARPE, FNE, invalidité, chômage, pension de vieillesse d'un régime spécial, pension de réversion, autres ...) :

non  oui  si oui, précisez lesquelles :

nom et adresse des organismes qui vous les paient :

depuis le

depuis le

depuis le

demande établie le	<b>cadre réservé à la caisse</b>
à signature du demandeur	
date de réception :	n° d'enregistrement :

(1) indiquez le métier précisé sur la pièce justificative fournie (voir notice cas n° 2)

La loi 78.17 du 6.1.78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles L 471.3 du code de la sécurité sociale, 441.1 du code pénal).